

APPEL A CANDIDATURE

EXPERIMENTATION DE CREATION DE 8 000 PLACES DE JARDINS D'EVEIL

Préambule

Le développement de l'offre d'accueil en direction des plus jeunes enfants constitue l'un des axes prioritaires de la convention d'objectifs et de gestion que la Cnaf a signé le 9 avril 2009 avec l'Etat pour la période 2009 à 2012.

A ce titre, la création de 8 000 places de jardins d'éveil sera expérimentée de 2009 à 2012. Pour ce faire, un budget annuel de 25 millions d'euros (investissement et fonctionnement) a été prévu à horizon 2012. Dès 2009, 4,3 millions d'euros peuvent être mobilisés.

Cette expérimentation vise à offrir aux familles une solution d'accueil supplémentaire pour accroître la conciliation entre leur vie familiale et leur vie professionnelle tout en prenant mieux en compte leurs différentes aspirations ainsi que celles de leurs enfants.

Dédié aux enfants âgés de deux à trois ans, le jardin d'éveil n'a pas pour objet de se substituer à la pré scolarisation à l'école maternelle mais de constituer une réponse complémentaire adaptée à cette tranche d'âge. Il s'inscrit dans une continuité de l'accueil depuis la naissance jusqu'à l'âge de la scolarisation. Il doit faciliter l'éveil progressif de l'enfant et son développement dans tous ses aspects.

Dans le cadre du présent appel à candidature, les caisses d'Allocations familiales (Caf) sont appelées à faire remonter à la Cnaf et à la direction générale de l'action sociale (Dgas) l'ensemble des dossiers dont elles seront saisies.

Toutefois, seuls les dossiers ayant fait l'objet d'un avis favorable de leur conseil d'administration pourra être retenu par le jury national de sélection.

Cette expérimentation s'inscrit dans un objectif d'extension de l'offre d'accueil s'appuyant sur une ouverture annuelle et journalière conséquente. Elle devra permettre d'identifier les difficultés, d'apporter les adaptations nécessaires et d'en évaluer les effets avant d'envisager de généraliser ou non ce nouveau mode d'accueil.

Le cadre proposé laisse place à une certaine souplesse afin de pouvoir envisager toutes les spécificités locales.

1. Objet de l'expérimentation

L'expérimentation vise à accroître l'offre d'accueil pour les enfants âgés de deux à trois ans alors que le nombre de places offertes aujourd'hui reste insuffisant pour en dehors du domicile familial tous les enfants âgés de deux ans, âge charnière dans l'acquisition d'une première autonomie.

Structure intermédiaire entre la famille, l'établissement d'accueil du jeune enfant (Eaje) ou l'assistante maternelle et l'école maternelle, le jardin d'éveil doit faciliter l'éveil progressif de l'enfant, lui offrant un lieu privilégié de contact avec ses camarades et les adultes. En ce sens, il doit favoriser le développement de l'enfant dans tous ses aspects et faciliter son intégration à l'école maternelle.

2. Cadre expérimental retenu

Cette expérimentation se place dans le cadre de l'article R. 2324-47 alinéa 1 du Code de la santé publique, lequel autorise « *des réalisations de type expérimental, dérogeant aux dispositions de l'article R. 2324-17, et à celles des articles R. 2324-25 à R. 2324-27, et R. 2324-34 à R. 2324-44 [...]* » (cf. annexe 3).

Ces réalisations sont, selon le cas, **soit autorisées** par décision motivée du président du conseil général, après avis du médecin responsable du service départemental de protection maternelle et infantile, **soit décidées** par la collectivité publique intéressée, après avis motivé du président du conseil général.

3. Conditions d'éligibilité des candidatures

Le projet devra répondre aux conditions suivantes :

- Les différents acteurs concernés doivent être volontaires pour s'engager à mettre en place une nouvelle réponse pour les enfants âgés de deux à trois ans.
- Le projet doit comporter un descriptif permettant d'analyser la nature du projet éducatif et les liens mis en place entre les différents acteurs ainsi qu'un budget prévisionnel.
- Le jardin d'éveil doit, soit être adossé à un établissement ou service d'accueil existant (crèche, halte-garderie ou jardin d'enfant), soit être implanté dans des locaux appartenant aux collectivités territoriales.
- Les locaux mobilisés doivent être adaptés aux besoins des enfants âgés de deux à trois ans (espace repos, espace jeux, sanitaires adaptés, etc.).
- Le projet devra respecter le barème des participations familiales retenu par la Cnaf.
- Le porteur de projet devra communiquer à la Caf les renseignements nécessaires au système national de suivi-évaluation individualisé de l'action.
- Le dossier de candidature doit avoir fait l'objet d'un avis favorable du conseil d'administration de la Caf concernée.

4. Porteurs de projets éligibles

Les porteurs de projet éligibles sont :

- les collectivités territoriales (quand il s'agit d'un regroupement de communes, celui-ci doit avoir la personnalité morale et il sera le seul destinataire des paiements) ;
- les associations loi 1901 ;
- les administrations ;
- les établissements publics ;
- les mutuelles
- les entreprises.

Un projet ne peut avoir qu'un porteur de projet et celui-ci doit avoir la personnalité morale. Il lui revient de coordonner l'action et les financements des autres acteurs (hors Caf et caisses de Mutualité sociale agricole - Cmsa). Il sera le seul destinataire des paiements Caf et, le cas échéant, Cmsa.

Les acteurs suivants devront obligatoirement avoir été consultés et fait part de leur accord à s'inscrire dans cette expérimentation :

- les Caf et, le cas échéant, les Cmsa ;
- les collectivités territoriales concernées (communes, intercommunalité, conseils généraux en particulier les services de protection maternelle infantile).

Les partenaires suivants pourront également être mobilisés :

- les familles ;
- les commissions départementales d'accueil du jeune enfant ;
- les directions départementales d'action sanitaire et sociale ;
- les associations loi 1901 du quartier ;
- les entreprises du bassin d'emploi, les mutuelles, les délégués du personnel et les comités d'entreprise ;
- etc.

5. Modalités de fonctionnement des projets mis en place

5.1 Le jardin d'éveil devra disposer d'un projet d'établissement composé d'un projet éducatif et d'un projet social

Le projet éducatif portera sur l'accueil, le soin, le développement, l'éveil et le bien être des enfants.

Le projet social précisera notamment les modalités prévues pour faciliter ou garantir l'accès aux enfants de familles connaissant des difficultés particulières comme le prévoit la réglementation des établissements et services d'accueil du jeune enfant.

5.2 Le jardin d'éveil devra aussi disposer d'un règlement de fonctionnement

Comme cela est exigé pour les établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje), il devra préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement du jardin d'éveil tels que les fonctions du directeur, les modalités d'admission des enfants, les horaires et les jours d'ouverture, le mode de calcul des tarifs ainsi que les modalités d'information et de participation des parents à la vie de la structure.

La capacité d'accueil minimale recommandée pour faciliter le fonctionnement et permettre des remplacements de personnels en urgence sera de vingt-quatre places sur la base d'unités de douze places. Il pourra comporter plus de deux unités de douze places.

Pour que le jardin d'éveil puisse jouer pleinement son rôle éducatif, il est recommandé que l'accueil s'inscrive dans la durée, au minimum pour un mi-temps (mi-temps = amplitude d'ouverture ÷ 2, le comptage est effectué en heures) et pour une durée de neuf à dix-huit mois, à l'exception de situations particulières et justifiées, notamment pour les enfants porteurs d'un handicap.

Son amplitude horaire devra être comparable à celle d'un Eaje. Il est donc recommandé que son fonctionnement soit d'au moins 200 jours par an et de 10 heures par jour.

L'amplitude d'ouverture est d'au moins 8 heures par jour. Les parents réservent par demi-journées de 4 à 6 heures.

5.3 Le nombre et la nature des qualifications des personnels recrutés devront respecter le cadre de l'expérimentation

Le taux d'encadrement devra s'inscrire dans une fourchette comprise entre un adulte pour huit enfants et un adulte pour douze enfants. Ce taux pourra varier en fonction des moments de la journée et des coopérations possibles avec d'autres structures.

En outre, l'expérimentation devra permettre de tester la possibilité de renforcer le personnel au moment du repas.

Les professionnels chargés d'encadrer les enfants devront, pour moitié, être titulaires de l'une des qualifications prévues par l'article R. 2324-42 du Code de la santé publique (puéricultrices, éducateurs de jeunes enfants, infirmiers, psychomotriciens, titulaires de diplômes ou qualifications reconnues permettant l'accueil de jeunes enfants).

Pour l'autre moitié des personnels, il pourra notamment être fait appel aux personnes titulaires d'un Cap petite enfance et à des personnes titulaires d'autres types de diplômes tel que le DeavS (diplôme d'état d'auxiliaire de vie sociale), le Bafa ou encore à des assistantes maternelles et des auxiliaires de la vie sociale.

Chaque jardin d'éveil comportant vingt-quatre places au moins devra disposer d'un éducateur de jeunes enfants (Eje) qui, par ailleurs, pourra assurer la direction de la structure.

Le directeur assurera la responsabilité de la structure, à raison d'au moins un quart de temps par tranche de vingt-quatre places. Ce poste pourra être mutualisé avec une autre structure. La fonction de direction devra être assurée soit par un Eje avec trois ans d'expérience, soit une

puéricultrice avec trois ans d'expérience. Le président du conseil général pourra accorder une dérogation pour des professionnels de catégorie ou types différents ayant une expérience dans le champ de la petite enfance (infirmière, assistante de service sociale, éducateur spécialisé, brevet d'aptitude aux fonctions de direction).

S'agissant d'établissements ou services à caractère expérimental, cette fonction de direction peut être assurée aussi bien par les professionnels mentionnés aux articles R. 2324-34, R. 2324-35 et R. 2324-46 du Code de la santé publique que, par dérogation accordée par le président du conseil général, par des professionnels de catégorie ou types différents. Il devra toutefois s'agir de professionnels ayant une expérience dans le champ de la petite enfance.

6. Financement des projets mis en place

Selon une première estimation, le coût moyen d'une place en jardin d'éveil se situe dans une fourchette comprise entre 7 400 € et 8 600 € par an en fonction des modalités de fonctionnement (amplitude horaire et journalière, taux d'encadrement, profils des professionnels recrutés, nombre d'heures facturées aux parents). L'expérimentation devra permettre de déterminer le coût de revient moyen.

Le financement sera assuré conjointement par les collectivités territoriales, la branche Famille de la Sécurité sociale (Caf et Cmsa) et les familles. Ces financements pourront être complétés par d'autres acteurs.

6.1 Les participations familiales devront respecter le barème fixé par la Cnaf

L'objectif consiste à faire supporter aux familles un coût à due concurrence du coût d'un jardin d'éveil par rapport à ce qui est pratiqué pour les Eaje.

La contribution des familles sera calculée sur la base du barème institutionnel des participations familiales retenu pour la prestation de service unique, puis le montant obtenu sera diminué de 33,33 % (cf. annexe 4).

6.2 Le financement de la branche Famille s'articule autour d'une aide au fonctionnement et à l'investissement

➤ Une aide à l'investissement peut être accordée pour adapter les locaux existants

L'expérimentation s'appuiera prioritairement sur les projets utilisant des locaux déjà existants.

Par conséquent, l'enveloppe limitative de la Caf sera égale au nombre de places ouvertes dans l'année x 1 000 €.

D'autres acteurs peuvent participer à ce financement (entreprises, collectivités territoriales, caisses de mutualité sociale agricole, Acsé, etc.).

➤ L'aide au fonctionnement sera forfaitaire

Les financements de la Caf commencent à la date d'ouverture de la structure.

Une somme forfaitaire de 3 200 € sera versée par place la première année civile de fonctionnement et pour une année pleine. En cas d'ouverture en cours d'année, l'aide accordée sera de 267 € par mois d'ouverture.

A partir de la deuxième année, le gestionnaire bénéficie de 4 540 € annuels desquels sont déduites les participations familiales. La prestation de service « jardin d'éveil » en année N+1 sera calculée de la façon suivante : $[4\,540 - (\text{participations familiales Psu de l'année N} - 33,33\%)] \times \text{nombre de places}$.

Si nécessaire, la Caf effectuera un deuxième paiement à la production du compte de résultat en cas d'absence de parité avec le financement octroyé par la ou les collectivités territoriales pour parvenir à un rétablissement de cette parité.

En cas de fermeture effective de la structure de plus d'un mois, une proratisation des financements Caf sera effectuée.

Des dérogations, au cas par cas, permettant de majorer le financement Caf jusqu'à 25 %, peuvent être accordées par la Cnaf pour des ouvertures de places au bénéfice de populations ou zones particulièrement fragilisées ou pour des conditions d'ouverture réellement atypiques.

Le financement de la branche Famille pourra être adapté dans l'hypothèse où les jardins d'éveil accueillent des enfants relevant du régime agricole.

D'un point de vue plus détaillé, le mécanisme d'aide au fonctionnement des jardins d'éveil s'enchaîne de la façon suivante :

Année d'ouverture N

Dès constatation de l'ouverture au public de la place, la Caf verse au gestionnaire une somme forfaitaire de 267 € fois le nombre de mois pleins d'ouverture.

L'année d'ouverture, la formule de calcul de la prestation de service sera donc égale à 267 € multiplié par le nombre de mois, par le nombre de places ouvertes.

Les familles se verront appliquer une participation calculée sur la base du barème institutionnel puis réduit d'un tiers.

Année N+1 et suivantes

La Caf verse au gestionnaire une somme forfaitaire de 4 540 € par place déduction faite des participations familiales constatées l'année précédente.

La prise en compte des participations familiales de l'année précédente permet un paiement dès le début d'année. En outre, elle est favorable au gestionnaire puisque la structure n'a souvent ouvert qu'en cours d'année N et que les participations familiales de cette année N (qui se déduisent des 4 540 €) sont réduites d'autant. Il s'agit donc d'une mesure d'encouragement pour les gestionnaires.

La formule de calcul de la prestation de service sera donc égale à :

4 540 € × nombre de places - participations familiales de l'année précédente

La structure de financement type d'une structure peut donc prendre la forme suivante :

<i>Coût réel moyen de la place :</i>	<i>7 400 €</i>
<i>Participations familiales :</i>	<i>1 340 €</i>
<i>Aide au fonctionnement moyenne Caf :</i>	<i>3 200 €</i>
<i>Subvention d'équilibre collectivité(s) territoriale(s) :</i>	<i>2 860 €</i>

La Caf s'assurera à ce qu'il y ait un taux de fréquentation satisfaisant au regard des financements accordés.

Un budget prévisionnel sera établi et joint au dossier de candidature. Il fera apparaître les postes de dépenses principaux ainsi que les sources des financements pouvant être mobilisés (Caf, Cmsa, collectivité territoriale, etc.).

Dans tous les cas, une convention pluriannuelle de financement et de soutien sera signée entre la Caf, et le porteur du projet. Elle précisera le détail du projet et son budget dans des annexes techniques et budgétaires. Elle mentionnera les modalités de versement des différents types de financement et leur rythme. Elles pourront être ajustées aux besoins particuliers du démarrage du projet ainsi qu'aux exigences de suivi au moyen de règlement d'acomptes.

7. Evaluation des projets mis en place

Le dossier de candidature devra s'inscrire dans la procédure d'évaluation nationale qui accompagnera les projets mis en place, laquelle portera sur les points suivants :

- évaluer la qualité des coopérations et des mutualisations mises en œuvre entre les différentes structures d'accueil du jeune enfant ;
- mesurer quel est le taux d'encadrement le plus adéquat ainsi que les compétences et les profils des professionnels les plus appropriés au regard des objectifs poursuivis ;
- quantifier le nombre de places offertes et mesurer l'amélioration quantitative de l'offre d'accueil ainsi que l'impact de l'ouverture de jardins d'éveil sur les structures d'accueil existantes ;
- analyser les incidences financières de la création des jardins d'éveil pour chaque financeur.

8. Déroulement et modalités pratiques de l'appel à candidature

Un jury national sera mis en place pour sélectionner les projets proposés. Il rassemblera notamment des représentants de la direction générale de l'action sociale (Dgas), la direction de la sécurité sociale (Dss), la délégation interministérielle à la famille (Dif), la direction générale des collectivités locales (Dgcl), de la Cnaf et de la Cmsa.

Il se réunira à un rythme qui sera fixé au regard du nombre de dossiers remontés, lesquels seront instruits par les services de la Cnaf au fur et à mesure de leur arrivée.

8.1 Sélection des projets

Les dossiers de candidature seront sélectionnés sur la base des critères d'éligibilité mentionnés en rubrique « 3 ».

Ils seront évalués selon la pertinence du projet au regard des besoins des familles et des collectivités, de la qualité de l'accueil proposé ainsi que du caractère innovant du projet en terme de coopération et de mutualisation.

Compte tenu de la durée de l'expérimentation, les projets recourant à des locaux déjà existants seront priorités.

8.2 Procédure de transmission des dossiers de candidature

Les porteurs de projet devront envoyer leur dossier de candidature à la Caf dont ils relèvent.

Après avis de son Conseil d'administration, la Caf transmettra à la Cnaf et à la Dgas l'ensemble des candidatures dont elle aura été saisie.

8.3 Contenu du dossier de candidature

Le dossier de candidature devra être en mesure de faire valoir les objectifs précis et circonstanciés du projet proposé. Il devra comprendre :

- le descriptif du projet et les besoins auxquels il répond ;
- un projet de budget distinguant la nature des financements ;
- le lieu d'installation du jardin d'éveil et un projet de plan ;
- le nombre de places, l'amplitude d'ouverture par jour et par an ;
- le coût de fonctionnement par place, le personnel (niveau de qualification et coût) ;
- les coopérations et les mutualisations possibles entre les différents acteurs concernés ;
- le nom du référent désigné au sein de la Caf.

Avertissement !

Ce document n'est pas à remplir. La base lotus est une base propre aux CAF. Ce document est la synthèse du dossier que vous présentez. Vous n'avez donc pas à le remplir. Nous vous en donnons la teneur pour vous indiquer les points essentiels à retenir pour la constitution de votre dossier.

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Caisse d'Allocations familiales de :
Dossier suivi par :
Téléphone :

Code Caf
Département :

Identification du jardin d'éveil

Nom du jardin d'éveil :

Adresse :
Commune d'implantation :
Code postal :

Date prévisionnelle d'ouverture de la structure :

Identité du porteur de projet (cocher la bonne réponse)

- collectivité territoriale
- association loi 1901
- administration
- établissement public
- mutuelle
- entreprise

Nom du gestionnaire :
Adresse :
Code postal :

Nom du référent du projet :
Téléphone :

Capacité d'accueil

Nombre de places créées :

Amplitude d'ouverture

Nombre de jours d'ouverture annuelle :

Amplitude d'ouverture journalière :

lundi	mardi	mercredi	Jeudi	vendredi	samedi

Lundi Mardi Mercredi Jeudi Vendredi Samedi

Périodes de fermeture :

Implantation de l'établissement

Locaux déjà existants :

Nouveaux locaux :

Attenants à une école maternelle :

Attenants à un Eaje :

Autres (préciser) :

Aide à l'investissement Caf pour l'adaptation de locaux déjà existants : Oui non

Si oui, montant prévisionnel par place : €

Personnel

Encadrement des enfants

Nombre de personnes prévues pour l'encadrement des enfants (équivalent temps plein) :

<u>Encadrement des enfants</u>		
Nombre de personnes prévues pour l'encadrement des enfants (équivalent temps plein) :		
Qualification	Nombre	Salaire brut annuel
Educateurs de jeunes enfants		
Puéricultrices		
Infirmières		
Psychomotriciennes		
Auxiliaires de puériculture		
Cap petite enfance		
Assistante maternelle		
Bafa option petite enfance		
Bep sanitaire et social		
Deavs (diplôme d'auxiliaire de vie sociale)		
Autre		
TOTAL		
Taux d'encadrement des enfants :		

Fonction de direction

Qualification	Salaire brut annuel	Temps de travail (équivalent temps plein)
Educateurs de jeunes enfants		
Puéricultrices		
infirmières		
Autres (préciser la qualification)		
TOTAL		

Conditions d'éligibilité du projet :

Coopération établie entre les différents acteurs concernés par l'accueil du jeune enfant

Mutualisation possibles en terme de locaux et/ou de personnel

Respect du barème national des participations familiales retenu par la Cnaf

Renseignement d'un système national de suivi-évaluation individualisé de l'action

Financement**Budget prévisionnel de fonctionnement (sur une année pleine)**

Recettes	2010	
Participations familiales		€
CAF : Ps forfaitaire		€
Caf : dotation d'action sociale		€
Commune		€
Conseil général		€
Msa		€
Région		€
Etat		€
Fonds européen		€
Entreprise		€
Autres		€
TOTAL		€
Charges	2010	
Personnels		€
Locaux		€
Autres		€
TOTAL		€

Coût prévisionnel par place : (formule automatisée : total des charges de fonctionnement/nb de places)

Avis du conseil d'administration de la Caf :

Favorable
Défavorable

Dans tous les cas, commentaire de la Caf (10 lignes maxi) sur les éléments ayant motivé cette décision :

Extraits des articles issus du Code de la santé publique**Article R. 2324-17**

Les établissements et les services d'accueil veillent à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants qui leur sont confiés, ainsi qu'à leur développement. Ils concourent à l'intégration sociale de ceux de ces enfants ayant un handicap ou atteints d'une maladie chronique. Ils apportent leur aide aux parents afin que ceux-ci puissent concilier leur vie professionnelle et leur vie familiale. Ils comprennent les établissements assurant l'accueil collectif non permanent d'enfants et les services assurant l'accueil familial non permanent d'enfants au domicile d'assistantes maternelles. Cet accueil peut être régulier, le cas échéant à temps partiel, ou occasionnel. Les établissements ou services peuvent assurer un multi-accueil, associant un accueil régulier et occasionnel, ou un accueil familial et collectif. Les établissements d'accueil collectif gérés par une association de parents qui participent à l'accueil sont dénommés établissements à gestion parentale. Les établissements d'accueil collectif qui reçoivent exclusivement des enfants âgés de plus de deux ans non scolarisés ou scolarisés à temps partiel sont dénommés jardins d'enfants.

[...]

Article R. 2324-25

Les établissements d'accueil collectif, doivent être organisés de telle sorte que la capacité de chaque unité d'accueil ne dépasse pas soixante places. Toutefois, la capacité des établissements à gestion parentale ne peut dépasser vingt places. A titre exceptionnel, eu égard aux besoins des familles et aux conditions de fonctionnement de l'établissement, elle peut être portée à vingt-cinq places, par décision du président du conseil général, après avis du médecin responsable du service de protection maternelle et infantile, ou d'un médecin du même service qu'il délègue. Pour les jardins d'enfants, l'effectif de l'unité d'accueil peut atteindre quatre-vingts places.

Article R. 2324-26

La capacité des services d'accueil familial ne peut être supérieure à cent cinquante places. Un établissement multi-accueil assurant à la fois de l'accueil collectif et de l'accueil familial ne peut avoir une capacité globale supérieure à cent places.

Article R. 2324-27

Des enfants peuvent être accueillis en surnombre certains jours de la semaine, dans la limite de 10 % de la capacité d'accueil autorisée pour l'établissement ou le service considéré et à condition que le taux d'occupation n'excède pas 100 % en moyenne hebdomadaire.

[...]

Article R. 2324-34

Sous réserve de l'application des dispositions des articles R. 2324-35 et R. 2324-37, la direction d'un établissement ou d'un service d'accueil peut être confiée :

- 1° soit à une personne titulaire du diplôme d'Etat de docteur en médecine ;
- 2° soit à une personne titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice justifiant de trois ans d'expérience professionnelle ;
- 3° soit à une personne titulaire du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants, à condition :
 - qu'elle justifie d'une certification au moins de niveau II enregistrée au répertoire national des certifications professionnelles prévu à l'article L. 335-6 du code de l'éducation, attestant de compétences dans le domaine de l'encadrement ou de la direction ;
 - qu'elle justifie de trois ans d'expérience professionnelle ;
 - que l'établissement ou le service comprenne dans son effectif une puéricultrice diplômée d'Etat ou, à défaut, un infirmier ou une infirmière diplômée d'Etat justifiant au moins d'une année d'expérience professionnelle auprès de jeunes enfants.

Article R. 2324-35

La direction d'un établissement ou d'un service d'accueil d'une capacité inférieure ou égale à quarante places peut être confiée à un éducateur de jeunes enfants diplômé d'Etat justifiant de trois ans d'expérience professionnelle, sous réserve qu'il s'adjoigne le concours, dans les conditions définies par l'article R. 2324-40-1, d'une puéricultrice diplômée d'Etat ou, à défaut, d'un infirmier ou d'une infirmière diplômée d'Etat justifiant au moins d'une année d'expérience professionnelle auprès de jeunes enfants. La direction d'un établissement ou d'un service d'accueil d'une capacité inférieure ou égale à vingt places et la responsabilité technique d'un établissement à gestion parentale peuvent être confiées :

- 1° soit à une puéricultrice diplômée d'Etat justifiant de trois ans d'expérience professionnelle ;
- 2° soit à un éducateur de jeunes enfants diplômé d'Etat justifiant de trois ans d'expérience professionnelle. Les dispositions des deux alinéas précédents s'entendent sous réserve de l'application des dispositions de l'article R. 2324-41-1.

Article R. 2324-36

Le directeur d'un établissement ou d'un service d'une capacité supérieure à soixante places est assisté d'un adjoint répondant aux conditions de qualification et d'expérience prévues aux articles R. 2324-34, R. 2324-35 ou R. 2324-46.

Article R. 2324-37

Pour l'application des articles R. 2324-34 et R. 2324-35, les jardins d'enfants sont, quelle que soit leur capacité d'accueil, dispensés de l'obligation de compter dans leur personnel une personne titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice ou d'infirmier ou de faire appel à son concours. La certification de niveau II mentionnée au 3° de l'article R. 2324-34 n'est pas requise des personnes titulaires du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants assurant la direction d'un jardin d'enfants.

Article R. 2324-37-1

Sous réserve de l'autorisation du président du conseil général pour les établissements et services gérés par des personnes de droit privé, ou de son avis pour les établissements et services gérés par une collectivité publique, délivrés dans les conditions prévues aux articles R. 2324-19 et R. 2324-21, et du respect des dispositions du 2° de l'article R. 2324-30, la direction de trois établissements et services, chacun d'une capacité inférieure ou égale à vingt places, peut être assurée par une même personne, lorsque la capacité totale desdits établissements et services n'excède pas cinquante places. Le président du conseil général prend en compte, pour donner son autorisation ou formuler son avis, les difficultés éventuelles de recrutement, la capacité des établissements et services concernés, leur amplitude d'ouverture, la distance qui les sépare, ainsi que les compétences des autres professionnels qui y sont employés. Il est tenu compte de la capacité globale des établissements et services concernés pour l'application des dispositions des articles R. 2324-34, R. 2324-35 et R. 2324-46. Toutefois, le concours d'une puéricultrice ou d'une infirmière n'est pas requis dans ce cadre.

Article R. 2324-37-2

La personne gestionnaire d'un établissement ou d'un service précise par écrit les compétences et les missions confiées par délégation au professionnel qu'elle a chargé de la direction de l'établissement ou du service. Une copie de ce document est adressée au président du conseil général du département qui a délivré l'autorisation ou donné l'avis prévus respectivement aux articles R. 2324-20 et R. 2324-22, ainsi que, le cas échéant, au conseil de l'établissement ou du service. Le document précise la nature et l'étendue des délégations notamment en matière de :

- 1° conduite de la définition et de la mise en oeuvre du projet d'établissement ou de service ;
- 2° animation et gestion des ressources humaines ;
- 3° gestion budgétaire, financière et comptable ;
- 4° coordination avec les institutions et les intervenants extérieurs.

Article R. 2324-38

Les établissements et services veillent à s'assurer, compte tenu du nombre, de l'âge et des besoins des enfants qu'ils accueillent et de leur projet éducatif et social, le concours d'une équipe pluridisciplinaire composée de professionnels qualifiés, notamment dans les domaines psychologique, social, sanitaire, éducatif et culturel.

Article R. 2324-39

- I. Les établissements et services s'assurent du concours régulier d'un médecin spécialiste ou compétent qualifié en pédiatrie, ou, à défaut, de celui d'un médecin généraliste possédant une expérience particulière en pédiatrie, dénommé médecin de l'établissement ou du service.
- II. Le médecin de l'établissement ou du service veille à l'application des mesures préventives d'hygiène générale et des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse ou d'épidémie, ou d'autres situations dangereuses pour la santé. Il définit les protocoles d'action dans les situations d'urgence, en concertation avec le directeur de l'établissement ou du service et, le cas échéant, le professionnel de santé mentionné aux articles R. 2324-34 et R. 2324-35, et organise les conditions du recours aux services d'aide médicale d'urgence. Le médecin de l'établissement ou du service assure, en collaboration avec le professionnel de santé présent ou apportant son concours à l'établissement ou au service, les actions d'éducation et de promotion de la santé auprès du personnel et, le cas échéant, auprès des parents participant à l'accueil.
- III. En liaison avec la famille, le médecin de l'enfant et l'équipe de l'établissement ou du service et, en concertation avec son directeur ou le professionnel de santé mentionné aux articles R. 2324-34 et R. 2324-35, le médecin de l'établissement ou du service s'assure que les conditions d'accueil permettent le bon développement et l'adaptation des enfants dans l'établissement ou le service. En particulier, il veille à l'intégration des enfants porteurs d'un handicap, d'une affection chronique ou de tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière et, le cas échéant, met en place un projet d'accueil individualisé ou y participe.
- IV. Le médecin de l'établissement ou du service assure la visite d'admission et donne son avis sur l'admission des enfants. A l'exception des enfants de moins de quatre mois et de ceux mentionnés au III ci-dessus, la visite d'admission peut également être assurée par le médecin de l'enfant. Un arrêté des ministres en charge de la famille et de la santé fixe les objectifs de la visite d'admission et le modèle de certificat médical à établir. Il fixe également les conditions de la transmission de ce document à l'établissement ou au service dans le cas où la visite d'admission est assurée par le médecin de l'enfant.
- V. Pour l'exercice de ses missions et lorsqu'il l'estime nécessaire, le médecin de l'établissement ou du service, à son initiative ou à la demande du professionnel de santé présent ou apportant son concours à l'établissement ou au service et avec l'accord des parents, examine les enfants.

Article R. 2324-40

Les modalités du concours du médecin sont fixées par voie conventionnelle entre l'établissement ou le service et le médecin, ou l'organisme qui l'emploie, conformément au règlement de fonctionnement, en fonction du nombre des enfants accueillis et de leur état de santé, à moins que le médecin et l'établissement ou le service ne relèvent de la même collectivité publique. Dans le cas d'un accueil occasionnel et des établissements d'accueil régulier de vingt places au plus, et notamment dans les établissements à gestion parentale, un médecin du service de protection maternelle et infantile, non chargé du contrôle de la structure d'accueil, peut, par voie de convention, assurer tout ou partie des missions définies à l'article R. 2324-39.

Article R. 2324-40-1

- I. La puéricultrice, l'infirmier ou l'infirmière de l'établissement ou du service mentionnés à l'Article R. 2324-35 apporte, chacun dans l'exercice de ses compétences, son concours au directeur de l'établissement pour la mise en oeuvre des mesures nécessaires au bien-être et au développement des enfants. Il veille notamment, en concertation avec le médecin de l'établissement ou du service et la famille :
 - 1° à la bonne adaptation des enfants et au respect de leurs besoins ;
 - 2° à l'intégration des enfants porteurs d'un handicap ou atteints d'une affection nécessitant des soins ou une attention particulière ;
 - 3° le cas échéant, aux modalités de la délivrance des soins dont les enfants ont besoin et à la mise en oeuvre des prescriptions médicales. En concertation avec le médecin de l'établissement ou du service et le directeur, il définit le cadre et les modalités d'intervention des soins d'urgence, assure la mise en oeuvre des préconisations et protocoles définis par le médecin référent et enseigne au personnel de l'établissement ou du service les attitudes et les gestes efficaces en vue de la sécurité des enfants.
- II. Les modalités et l'importance de ce concours sont définies en liaison entre le gestionnaire de l'établissement ou du service et le président du conseil général, à raison de quatre heures hebdomadaires par tranche de dix places d'accueil au minimum, et en fonction :
 - 1° de la capacité d'accueil de l'établissement ou du service ;
 - 2° de la durée et du rythme d'accueil des enfants accueillis ou susceptibles de l'être et, le cas échéant, de leurs besoins particuliers ;
 - 3° des compétences en matière de santé des professionnels présents dans l'établissement ou le service lui apportant leur concours.

Article R. 2324-41

Les établissements d'accueil collectif d'une capacité égale ou supérieure à vingt-cinq places disposent d'éducateurs de jeunes enfants diplômés d'Etat à raison d'au moins un demi-poste, auquel il est ajouté un demi-poste de plus par tranche complète de vingt places supplémentaires au-delà de vingt-cinq. Les services d'accueil familial d'une capacité égale ou supérieure à trente places disposent d'éducateurs de jeunes enfants diplômés d'Etat à raison d'au moins un demi-poste, auquel il est ajouté un demi-poste de plus par tranche complète de trente places supplémentaires au-delà de trente.

Article R. 2324-41-1

Pour les professions autres que celles de médecin, d'infirmier et d'assistant de service social, couvertes par les articles L. 4111-2, L. 4311-3 et L. 4331-4 et par l'Article L. 411-1 du code de l'action sociale et des familles, l'employeur peut procéder, dans le respect de la libre circulation des travailleurs et, le cas échéant, des dispositions statutaires ou conventionnelles applicables à l'emploi considéré, au recrutement de toute personne justifiant d'un diplôme de l'Union européenne permettant d'occuper un emploi équivalent dans son pays d'obtention.

Article R. 2324-42

Les personnels chargés de l'encadrement des enfants doivent être des puéricultrices diplômées d'Etat, des éducateurs de jeunes enfants diplômés d'Etat, des auxiliaires de puériculture diplômés, des infirmiers diplômés d'Etat ou des psychomotriciens diplômés d'Etat et, pour moitié au plus de l'effectif, des titulaires ayant une qualification définie par arrêté du ministre chargé de la famille, qui doivent justifier d'une expérience ou bénéficier d'un accompagnement définis par le même arrêté.

Article R. 2324-43

L'effectif du personnel placé auprès des enfants présents est d'un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas, et d'un professionnel pour huit enfants qui marchent. Toutefois, dans les jardins d'enfants, l'effectif du personnel placé auprès des enfants âgés de trois à six ans est calculé de manière à assurer la présence d'un professionnel pour quinze enfants en moyenne. Les enfants et assistantes maternelles qui les accompagnent, présents occasionnellement dans un établissement d'accueil collectif, notamment dans le cadre d'une structure multi-accueil, ne sont pas comptés dans les effectifs des enfants et des personnels retenus pour le calcul des taux d'encadrement prévus aux premier et deuxième alinéas du présent article. Pour les établissements d'une capacité inférieure ou égale à trente places, la personne assurant la direction de l'établissement ou du service peut être partiellement prise en compte dans le calcul de l'effectif du personnel placé auprès des enfants. Cette prise en compte est limitée à un demi-poste au maximum pour les établissements ou services d'une capacité supérieure à seize places et inférieure ou égale à trente places. L'usage de cette faculté est subordonné à l'autorisation du président du conseil général pour les établissements gérés par une personne de droit privé, ou à son avis pour les établissements gérés par une collectivité publique, délivrés dans les conditions prévues aux articles R. 2324-19 et R. 2324-21. Le président du conseil général prend en compte, pour donner son autorisation ou formuler son avis, la capacité de l'établissement et son amplitude d'ouverture, les missions déléguées au directeur, les aides dont il dispose, ainsi que la qualification et l'expérience des personnels chargés des enfants. Cette possibilité ne peut être cumulée avec celle ouverte par les dispositions de l'article R. 2324-37-1. Pour des raisons de sécurité, l'effectif du personnel présent auprès des enfants à tout moment dans la structure d'accueil ne doit pas être inférieur à deux, dont au moins un professionnel répondant aux conditions de qualification fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 2324-42.

Article R. 2324-44

Dans les établissements à gestion parentale, il est tenu compte de la participation des parents à l'accueil des enfants pour l'application du ratio défini au premier alinéa de l'article R. 2324-43. L'effectif des personnes présentes dans ces établissements comprend au minimum et en permanence un professionnel répondant aux conditions de qualification fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 2324-42, assisté d'un parent ou d'une deuxième personne. Ce professionnel assure, auprès des enfants, la responsabilité technique liée aux compétences définies par son diplôme ou sa qualification professionnelle. Exceptionnellement, ce professionnel peut être remplacé par un parent participant régulièrement à l'accueil des enfants, sous réserve que la responsabilité de celui-ci soit précisée dans le règlement de fonctionnement.

Article R. 2324-44-1

Les gestionnaires des établissements et services d'accueil garantissent contre les conséquences de leur responsabilité civile à l'occasion des dommages qu'ils peuvent causer aux enfants ou que ces derniers peuvent causer à autrui :

- 1° les personnes qu'ils emploient ;
- 2° les bénévoles et intervenants extérieurs non salariés, qui participent à l'accueil des enfants, sont présents dans l'établissement ou le service ou participent avec les enfants à des activités qu'il organise. Ils sont tenus de déclarer sans délai au président du conseil général tout décès ou tout accident ayant entraîné une hospitalisation survenue à un enfant qui leur était confié.

[...]

Article R. 2324-47

Des réalisations de type expérimental, dérogeant aux dispositions de l'article R. 2324-17, et à celles des articles R. 2324-25 à R. 2324-27, et R. 2324-34 à R. 2324-44, peuvent être, selon le cas, soit autorisées par décision motivée du président du conseil général, après avis du médecin responsable du service départemental de protection maternelle et infantile, soit décidées par la collectivité publique intéressée, après avis motivé du président du conseil général. En outre, à titre expérimental, il peut être créé, dans les conditions énoncées à l'article R.2324-46-2, un établissement accueillant simultanément neuf enfants au maximum, dérogeant aux dispositions des 1° et 2° de l'article R. 2324-30, des articles R. 2324-38 à R. 2324-41, de l'Article R. 2324-42, ainsi qu'à l'obligation de désignation d'un directeur et aux exigences relatives à la qualification des personnes chargées de l'encadrement des enfants. Le gestionnaire de l'établissement désigne une personne physique, distincte de celle accueillant les enfants, qui assure le suivi technique de l'établissement et l'élaboration et le suivi de la mise en oeuvre du projet d'accueil. Si cette personne n'est pas titulaire d'une qualification mentionnée aux articles R. 2324-34, R. 2324-35 ou R. 2324-46, le gestionnaire s'assure du concours d'une personne répondant à l'une de ces qualifications. Les personnes accueillant les enfants dans ces établissements justifient d'une certification au moins de niveau V, enregistrée au répertoire national de certifications professionnelles prévu à l'article L. 335-6 du code de l'éducation, attestant de compétences dans le champ de l'accueil des jeunes enfants et de deux années d'expérience professionnelle, ou d'une expérience professionnelle de cinq ans comme assistant maternel agréé. Deux personnes répondant à ces exigences sont présentes à tout moment lorsque le nombre d'enfants présents est supérieur à trois. Une personne gestionnaire de plusieurs établissements mentionnés au deuxième alinéa est tenue de désigner un directeur dans les conditions prévues aux articles R. 2324-34 à R. 2324-37 et R. 2324-46 si la capacité globale des établissements concernés est supérieure à dix-huit places. Les réalisations mentionnées aux deux premiers alinéas font l'objet d'une convention avec les principaux partenaires associés à l'expérimentation, qui en définit la durée, les modalités de fonctionnement, d'évaluation et de validation. Le président du conseil général transmet copie des conventions mentionnées au quatrième alinéa au ministère chargé de la famille, afin de permettre à celui-ci d'assurer le suivi, l'évaluation et la diffusion des réalisations de type expérimental.

EXEMPLE DES PARTICIPATIONS FAMILIALES, EN FONCTION DE CINQ MONTANTS DE REVENUS DIFFERENTS POUR UN ENFANT A CHARGE

	Revenu : total des salaires et assimilés en euros par mois	Taux effort pour un enfant par heure d'accueil avant réduction d'un tiers	Nombre d'heures de la demi journée	Participations familiales pour la demi journée après réduction d'un tiers	Participations familiales pour 20 demi journées par mois
Plancher (minimum applicable)	573	0,0006	5	1,15	22,92
	573	0,0006	6	1,38	27,50
1 Smic	1 060	0,0006	5	2,12	42,40
	1 060	0,0006	6	2,54	50,88
2 Smic	2 120	0,0006	5	4,24	84,80
	2 120	0,0006	6	5,09	101,76
3 Smic	3 179	0,0006	5	6,36	127,16
	3 179	0,0006	6	7,63	152,59
Plafond	4 450	0,0006	5	8,90	178,00
	4 450	0,0006	6	10,68	213,60

	Revenu : total des salaires et assimilés (minimum applicable) en euros par mois	Taux effort pour un enfant par heure d'accueil avant réduction d'un tiers	Nombre d'heures de la demi journée	Participations familiales pour la demi journée après réduction d'un tiers	Participations familiales pour 20 demi journées par mois
	573	0,0006	10	2,29	45,84
	573	0,0006	12	2,75	55,01
	1 060	0,0006	10	4,24	84,80
	1 060	0,0006	12	5,09	101,76
	2 120	0,0006	10	8,48	169,60
	2 120	0,0006	12	10,18	203,52
	3 179	0,0006	10	12,72	254,32
	3 179	0,0006	12	15,26	305,18
	4 450	0,0006	10	17,80	356,00
	4 450	0,0006	12	21,36	427,20

Ce dossier est adressé aux maires.

Méthodologie des jardins d'éveil

Conformément aux engagements du Président de la République, 200 000 offres d'accueil du jeune enfant seront créées d'ici à 2012 pour répondre aux besoins de l'ensemble des familles.

Le gouvernement a souhaité que ces solutions d'accueil soient diversifiées pour s'adapter tant aux contraintes des parents qu'aux réalités de tous les territoires de notre pays.

Le jardin d'éveil est ainsi une nouvelle solution d'accueil complémentaire à l'accueil effectué par les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE).

Il doit constituer une réponse supplémentaire adaptée à la tranche d'âge des 2-3 ans.

Il permettra de répondre facilement aux besoins des communes et des groupements de communes et plus globalement à des besoins locaux de proximité de la population.

1- La voie de l'expérimentation

L'expérimentation doit porter sur 8 000 places de jardin d'éveil.

Elle permettra d'analyser les atouts de ce nouveau mode d'accueil, l'adaptation réelle au terrain, la satisfaction des familles, avant d'envisager d'élaborer le cadre réglementaire et de développer ce nouveau mode d'accueil.

Elle devra être réalisée dans des sites où il y a une volonté des différents acteurs d'envisager une nouvelle réponse pour les enfants de 2 ans (tout particulièrement la commune ou la communauté de communes, la CAF et la MSA et le Conseil Général).

2- Définition des jardins d'éveil

Structure intermédiaire entre la famille, la crèche ou l'assistante maternelle et l'école maternelle, le jardin d'éveil doit faciliter l'éveil progressif de l'enfant :

- en lui offrant un lieu privilégié de contact avec des adultes et des camarades du même âge,
- en favorisant son développement,

- en répondant à ses besoins d'accompagnement relationnel individualisé,
- en l'aidant à acquérir puis maîtriser le langage,
- en l'aidant à découvrir son environnement à partir de nouvelles expériences, notamment ludiques,
- en lui donnant l'envie d'apprendre,
- et en le préparant à son entrée à l'école maternelle.

Les enfants de 2 ans ayant déjà acquis une autonomie, il convient de les habituer à un rythme d'activités, cela à des moments précis de la journée : il y aura des séances de jeux et des séances d'activités.

Les enfants pourront ne pas être propres.

3- Où installer un jardin d'éveil ?

Afin de **favoriser l'optimisation des moyens**, le jardin d'éveil peut de manière privilégiée mais non exclusive :

- soit être **implanté dans des locaux communaux**, qu'il s'agisse de locaux existants ou de nouveaux locaux, ils devront être adaptés aux besoins d'enfants très jeunes: espace repos, espace jeux, sanitaires adaptés.....
- soit être **situé ou adossé à un établissement ou service d'accueil existant.**

4- Comment organiser un jardin d'éveil ?

• Capacité d'accueil

La capacité d'accueil minimale recommandée est de 24 places sur la base d'unités de 12 places.

Un jardin d'éveil pourra toutefois comporter **plus de 2 unités de 12 enfants**.

S'il comporte **12 places seulement**, il peut être **nécessaire de l'adossé à une structure petite enfance existante qui peut être sur un autre site, sous réserve qu'elle se trouve à une distance raisonnable**. Dans ce cas, le porteur de projet devra préciser la nature et le volume des moyens humains mutualisés.

• Amplitude d'ouverture

Le projet d'établissement pourra également prévoir la coopération du jardin d'éveil avec les structures d'accueil du jeune enfant.

Il devra **fonctionner au moins 200 jours par an**.

Pour que le jardin d'éveil puisse jouer pleinement son rôle pédagogique, il sera recommandé que **l'accueil de l'enfant soit d'un mi-temps et pour une durée de 9 mois. 18 mois constitueront une durée maximale d'accueil**, à l'exception de situations particulières, notamment pour les enfants porteurs de handicap.

• Le projet d'établissement

Il devra comprendre :

un projet «éducatif » pour « l'accueil, le soin, le développement, l'éveil et le bien être des enfants », **un projet social** « précisant notamment les modalités prévues pour faciliter ou garantir l'accès aux enfants de familles connaissant des difficultés particulières » comme le prévoit la réglementation des établissements et services d'accueil du jeune enfant.

Son amplitude horaire devra être comparable à celle d'un EAJE

• **Le règlement de fonctionnement**

Un règlement de fonctionnement, comme cela est exigé pour les EAJE (Etablissement d'accueil du jeune enfant), devra préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement du jardin d'éveil, notamment les fonctions du directeur, les modalités d'admission des enfants, les horaires, le mode de calcul des tarifs et les modalités d'information et de participation des parents à la vie de l'établissement.

5- Quel personnel recruter ?

Le personnel recruté pour les jardins d'éveil est du personnel qualifié petite enfance.

Les professionnels chargés d'encadrer les enfants devront être pour moitié titulaires de l'une des qualifications suivantes¹, à savoir des :

- Educateurs de Jeunes Enfants, (EJE)
- puéricultrices,
- infirmières,
- psychomotriciennes,
- auxiliaires de puériculture.

Les autres professionnels recrutés pourront, notamment, être :

- des personnes titulaires d'un CAP Petite Enfance,
- des assistantes maternelles ayant au moins 5 ans d'expérience,
- des titulaires d'un BAFA option Petite Enfance,
- des BEP Sanitaires et Social,
- des DEAVS (Diplôme d'état d'auxiliaire de vie sociale).

Chaque jardin d'éveil de 24 places devra recruter un Educateur Jeune enfant qui, par ailleurs, pourra assurer la direction de la structure.

Pour les structures accueillant 12 enfants, un Educateur Jeune Enfant (EJE) pourra être employé à temps partiel et en coopération avec une autre structure petite enfance.

¹ Prévu par l'article R2324-42 du Code de la santé publique.

Le taux d'encadrement des enfants devra se situer dans une fourchette de 8 à 12 enfants pour un adulte selon les moments de la journée et les coopérations possibles avec d'autres structures d'accueil de jeunes enfants.

A titre d'exemple, **voici la liste des personnes qu'une commune peut recruter pour faire fonctionner un jardin d'éveil de 24 enfants** (dont 3 professionnels doivent être présents en même temps)

- 1 Educateur Jeunes Enfants (EJE) qui fait aussi fonction de directeur

- 1 auxiliaire de puériculture
- 1 CAP Petite enfance ou 1 titulaire d'un Diplôme d'Etat d'auxiliaire de vie sociale
- 1 animateur titulaire du BAFA
- 1 assistante maternelle.

A titre d'exemple, **pour 12 enfants, la liste du personnel qui pourrait être recruté** (dont 2 doivent être présents en même temps):

- 1 Educateur Jeunes Enfants (EJE) à temps partiel, mutualisé notamment avec un relais d'assistantes maternelles, avec 1 micro-crèche, avec un autre établissement d'accueil du jeune enfant et plus généralement avec une autre structure petite enfance à proximité.
- 1 auxiliaire de puériculture,
- 1 CAP Petite Enfance ou encore 1 Diplôme d'Etat d'auxiliaire de vie sociale.

L'organisation des plannings devra également permettre de **renforcer le personnel au moment du repas.**

• La Direction

Un directeur assurera la **responsabilité de la structure, à raison d'au moins un quarttemps par tranches de 24 places** (soit en moyenne 8,5 heures par semaine).

Les **fonctions de direction peuvent être assurées** aussi bien par :

- un EJE qui a trois ans d'expérience,
- une puéricultrice qui a trois ans d'expériencez

2 Il s'agit des professionnels mentionnés aux articles R2324-34, R2324-35 et R2324-46 du Code de la santé publique

Dans la mesure où il s'agit d'une expérimentation, le Président du conseil général peut accorder une dérogation permettant à des professionnels de catégorie ou types différents d'être employés comme directeur du jardin d'éveil, qui aura pour mission d'assurer la gestion et non la garde des enfants.

Il peut s'agir :

- d'infirmières,
- de personnel administratif,
- un directeur de centres de loisirs titulaire d'un brevet d'aptitudes aux fonctions de direction.

Dans tous ces cas, une mutualisation entre les différentes structures communales est rendue possible.

6- Qui peut être le porteur de projets ?

Il peut être :

- une commune ou un groupement de communes
- une administration
- un établissement public (centre communal d'action sociale, ou centre intercommunal d'action sociale, établissement hospitalier...)
- une association à but non lucratif
- un organisme mutualiste
- une entreprise

7- Le financement

Le financement de l'investissement

Une aide de 1000 euros par place en moyenne peut être octroyée par sa caisse d'allocations familiales ou de mutualité sociale agricole pour l'aménagement, la mise aux normes et l'adaptation des locaux.

Il est recommandé d'utiliser des locaux déjà existants pour réduire les coûts d'aménagement et de mise aux normes.

D'autres acteurs peuvent apporter des subventions à l'investissement, comme le Conseil Régional, le Conseil Général, l'Agence de la cohésion sociale et de l'égalité, les fonds européens et le cas échéant, la Caisse de mutualité sociale et agricole ou encore une entreprise.

Le financement du fonctionnement

Le prix de revient annuel ne doit pas dépasser en moyenne 8 000 euros la place.

Ce montant varie selon la durée d'ouverture, la localisation et les caractéristiques du territoire. Il est souhaitable lorsque cela est possible de l'associer pour sa gestion à un établissement d'accueil du jeune enfant afin de faciliter les mutualisations.

Le financement sera assuré principalement par :

- la branche famille (CAF ou Cmsa)
- le porteur de projet
- les familles en fonction de leurs revenus

Financement par la branche famille

La branche famille contribuera à hauteur de 3 200 euros en moyenne par place sous la forme d'une prestation spécifique expérimentale.

Une majoration pouvant aller jusqu'à 25% pourra être octroyée si les caractéristiques du territoire entraînent des coûts supplémentaires.

Financement par les porteurs de projet

La commune et la communauté de communes sont les principaux porteurs de projet, mais dans certains cas, il peut s'agir d'une entreprise, d'une association à but non lucratif ou encore d'un établissement public.

Le financement du jardin d'éveil peut être croisé entre les différents partenaires de projet. A titre d'exemple, **dans le cadre de sa politique familiale une entreprise peut contribuer au financement du jardin d'éveil** en réservant une ou plusieurs places.

Suivant les caractéristiques du jardin d'éveil et le montant de la participation des familles, le coût global pour le porteur de projet s'élèvera en moyenne à 2 900 euros par place et par an.

Financement par les familles

Une commune ou une entreprise partie au projet peuvent bien entendu convenir de prendre en charge la totalité du coût pour les familles.

A titre d'exemple, **voici le barème qui devra être appliqué**, pour une place occupée 20 jours par mois, 10 heures par jour.

REVENU MENSUEL	MENSUEL POUR LA FAMILLE (Après crédit d'impôt) ³
1 SMIC (1 060 euros)	42,5 euros
3 SMIC (3 179 euros)	127 euros
Plafond (4 450 euros)	178 euros

³ Après crédit d'impôt de 50% dans la limite de 2 300 euros annuel.

8- Comment mettre en place un jardin d'éveil ?

Dépôt des candidatures, calendrier et modalités de sélection

Chaque projet de jardin d'éveil devra être décrit précisément.

Le dossier devra comporter :

un descriptif du projet et la nature des besoins auxquels il répond,

- le lieu d'installation du jardin d'éveil,
- la surface et la configuration des locaux,
- le nombre de places,
- l'amplitude d'ouverture par jour et par an,
- le personnel envisagé et sa qualification,
- un projet de financement,
- un projet de planning quotidien,
- les coopérations qui peuvent être établis entre les différents acteurs concernés par l'accueil du jeune enfant,
- les mutualisations possibles tant en terme de local que de personnel.

Les dossiers sont évalués selon la pertinence du projet, au regard du besoin des familles et des collectivités, de la qualité de l'accueil proposé, du caractère innovant en termes de coopération et de mutualisation.

Les candidatures doivent être adressées à la CAF ou la MSA dont vous dépendez. Elles transmettront ensuite après avis les dossiers à la Caisse Nationale des Allocations familiales. Les dossiers seront instruits au fur et à mesure de leur arrivée.

La sélection sera ensuite effectuée par un jury national sous l'égide du Ministre en charge de la famille ou de son représentant comprenant des représentants de:

- ministère chargé de la Famille (DGAS, - Direction Générale de l'Action Sociale-, la DIF – Délégation Interministérielle à la Famille et DSS – Direction de la Sécurité Sociale)
- la DGCL (Direction Générale des Collectivités Locales)
- la CNAF (Caisse Nationale des allocations Familiales)
- la CCMSA (Caisse centrale de la Mutualité Sociale Agricole)

Si le projet est retenu

• Autorisation

Le porteur de projet devra selon le cas **solliciter soit l'autorisation soit l'avis du Président du Conseil général**⁴.

• Conventionnement

La création d'un jardin d'éveil doit faire l'objet d'une **convention avec les principaux partenaires associés au projet**.

La convention devra être signée par les partenaires suivants :

- le Président du conseil général, notamment en tant qu'autorité chargée de l'autorisation (ou avis) et du contrôle des établissements et services d'accueil de moins de 6 ans,
- la commune (ou groupement de communes) du lieu d'implantation,
- la CAF,
- la CMSA,
- le ou les porteur(s) de projet.

La convention doit préciser les objectifs, notamment en termes de population visée, la contribution et le rôle de chacun des organismes ou autorités signataires et la durée de l'expérimentation.

Elle doit également préciser, en cas de financement croisé, **la part de chacun des financements**.

⁴ Avis si le porteur de projet est de droit public (Commune ou groupement de communes, établissement public), autorisation si il est de droit privé (entreprise...)

9- Modalités d'évaluation de l'expérimentation

Après un an de fonctionnement, une évaluation intermédiaire aura lieu.

Elle devra porter sur les points suivants :

- évaluer la qualité des coopérations et des mutualisations mises en œuvre entre les différentes structures d'accueil du jeune enfant
- mesurer quel est le taux d'encadrement le plus adéquat ainsi que les compétences et les profils des professionnels les plus appropriés au regard des objectifs poursuivis ;
- quantifier le nombre de places offertes et mesurer l'amélioration quantitative de l'offre d'accueil ainsi que l'impact de l'ouverture de jardins d'éveil sur les structures d'accueil existantes ;
- analyser les incidences financières de la création des jardins d'éveil pour chaque financeur.